Les propos du ministre Valls à l’égard des populations Roms qui tentent de vivre en France, dans les pires conditions, s’inscrivent dans la continuité des stigmatisations subies par ces communautés.

Partout montré-e-s du doigt, les Roms, citoyen-ne-s européen-ne-s, sont condamné-e-s partout à l’errance dans une sous-citoyenneté.
Après les évacuations policières et violentes des campements qu’ils réussissent à installer, les propos du ministre de l’Intérieur sur leur manque de volonté d’intégration à la société française ramènent le débat au niveau des pires déclarations de l’extrême droite.

Cette politique éhontée (près de 18 000 expulsions de Roms en 2012) est aujourd’hui dénoncée par la commission européenne.

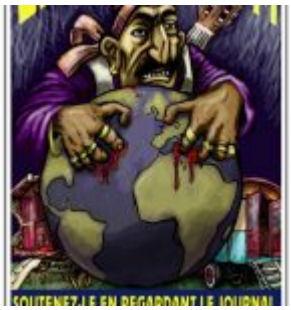
La politique, les discours et les pratiques du ministre de l’Intérieur ne marquent aucune rupture avec les politiques précédentes de stigmatisation des étranger-e-s comme fauteurs de trouble et de crise.

Dans un moment où la France compte 5 000 000 de chômeurs et de chômeuses, nous pensons que la stigmatisation des Roms consiste surtout à faire oublier l’incurie du gouvernement en matière de développement de l’emploi. Nous dénonçons l’instrumentalisation politique des Roms.

[*Nous revendiquons un égal accès aux droits fondamentaux pour les français-es et les étranger-e-s.

Nous exigeons la scolarisation des enfants de toutes les familles Roms présentes sur le territoire.

Valls démission !*]

Paris, le 27 septembre 2013

Le Péril Rom